

Chambre des Représentants

SESSION 1962-1963.

25 JANVIER 1963.

PROJET DE LOI créant un Ordre des architectes.

PROJET
TRANSMIS PAR LE SENAT ⁽¹⁾.

CHAPITRE PREMIER.

Dénomination, mission et composition
de l'Ordre.

Article premier.

Il est créé un Ordre des architectes. Il jouit de la personnalité civile.

Art. 2.

L'Ordre des architectes a pour mission d'établir les règles de la déontologie régissant la profession d'architecte et d'en assurer le respect. Il veille à l'honneur, à la discrétion et à la dignité des membres de l'Ordre dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de la profession. Il dénonce à l'autorité judiciaire toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre et la profession d'architecte.

Art. 3.

L'Ordre des architectes comprend toutes les personnes inscrites à un des tableaux de l'Ordre ou sur une liste des stagiaires.

(1) Voir :

Documents du Sénat :

- 299 (1961-1962) : Projet de loi.
361 (1961-1962) : Rapport.
427 (1961-1962) : Amendements.
19, 20, 23 et 25 (1962-1963) : Amendements.
55 (1962-1963) : Rapport complémentaire.
77 et 78 (1962-1963) : Amendements.

Annales du Sénat :

27 novembre 1962 et 24 janvier 1963.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1962-1963.

25 JANUARI 1963.

WETSONTWERP tot oprichting van een Orde van de architecten.

ONTWERP
DOOR DE SENAAT OVERGEZONDEN ⁽¹⁾.

EERSTE HOOFDSTUK.

Benaming, opdracht en samenstelling
van de Orde.

Eerste artikel.

Er wordt een Orde van de architecten opgericht. Zij bezit rechtspersoonlijkheid.

Art. 2.

De Orde van de architecten heeft tot taak de regels van de plichtenleer voor het beroep van architect vast te stellen en toe te zien dat deze worden nageleefd. Zij waakt over de eer, de kiesheid en de waardigheid van de leden van de Orde in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening van het beroep. Zij geeft aan de rechterlijke macht elke inbreuk op de wetten en reglementen tot bescherming van de titel en het beroep van architect aan.

Art. 3.

De Orde van de architecten omvat al de personen die op één van de tabellen van de Orde of op een lijst van stagiairs zijn ingeschreven.

(1) Zie :

Stukken van de Senaat :

- 299 (1961-1962) : Wetsontwerp.
361 (1961-1962) : Verslag.
427 (1961-1962) : Amendementen.
19, 20, 23 en 25 (1962-1963) : Amendementen.
55 (1962-1963) : Aanvullend verslag.
77 en 78 (1962-1963) : Amendementen.

Handelingen van de Senaat :

27 november 1962 en 24 januari 1963.

Art. 4.

Nul ne peut être inscrit à un tableau de l'Ordre ou sur une liste des stagiaires, s'il ne réunit les conditions requises par la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.

Art. 5.

Nul ne peut exercer en Belgique la profession d'architecte en quelque qualité que ce soit, s'il n'est inscrit à l'un des tableaux de l'Ordre ou sur une liste des stagiaires ou s'il n'y est autorisé conformément au troisième alinéa de l'article 8.

CHAPITRE II.

Organes de l'Ordre.

Art. 6.

Les organes de l'Ordre sont :

- 1° les conseils de l'Ordre;
- 2° les conseils d'appel;
- 3° le conseil national de l'Ordre.

SECTION I. — Des conseils de l'Ordre.

A. — Composition.

Art. 7.

Il y a, dans chaque province, un conseil de l'Ordre qui a juridiction sur les membres de l'Ordre qui ont établi, dans cette province, le siège principal de leur activité. Est considéré comme tel pour les stagiaires, le siège du membre de l'Ordre auprès duquel ils effectuent leur stage.

Dans les provinces d'Anvers, de Flandre orientale, de Flandre occidentale et de Limbourg, les conseils de l'Ordre utilisent la langue néerlandaise.

Dans les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, les conseils de l'Ordre utilisent la langue française.

Pour la province de Brabant il y a cependant deux conseils : l'un utilise la langue néerlandaise, l'autre utilise la langue française.

Le premier a juridiction sur les membres ayant le siège principal de leur activité dans les communes de la région de langue néerlandaise. Le second a juridiction sur les membres ayant le siège principal de leur activité dans les communes de la région de langue française.

Les membres ayant le siège principal de leur activité dans les communes de l'agglomération bruxelloise relèvent, à leur choix, de l'un ou de l'autre de ces deux conseils.

Par dérogation aux règles de la compétence territoriale des conseils de l'Ordre telle qu'elle est définie dans le présent article, tout membre qui ne possède pas une connaissance suffisante de la langue de la procédure utilisée par le conseil de l'Ordre auquel il ressortit normalement peut, au début de l'information dont il est l'objet, demander à être jugé dans l'autre langue. Il est statué sur cette demande par décision motivée, susceptible d'appel de la part du membre en cause.

La décision renvoie, s'il échet, l'intéressé devant le conseil de l'Ordre le plus proche utilisant l'autre langue.

Art. 4.

Niemand mag in een tabel van de Orde of op een lijst van stagiairs worden ingeschreven als hij niet voldoet aan de voorwaarden gesteld in de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect.

Art. 5.

Niemand mag in België het beroep van architect in welke hoedanigheid ook uitoefenen als hij niet op één van de tabellen van de Orde of op een lijst van stagiairs is ingeschreven of als hij daartoe niet gemachtigd is overeenkomstig artikel 8, derde lid.

HOOFDSTUK II.

De organen van de Orde.

Art. 6.

De organen van de Orde zijn :

- 1° de raden van de Orde;
- 2° de raden van beroep;
- 3° de nationale raad van de Orde.

AFDELING I. — De raden van de Orde.

A. — Samenstelling.

Art. 7.

In iedere provincie is er een raad van de Orde met rechtsmacht over de leden van de Orde die in deze provincie de hoofdzetel van hun activiteit gevestigd hebben. Voor de stagiairs wordt als zodanig beschouwd, de zetel van het lid van de Orde bij wie zij hun stage doormaken.

In de provinciën Antwerpen, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Limburg, gebruiken de raden van de Orde het Nederlands als voertaal.

In de provinciën Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, gebruiken de raden van de Orde het Frans als voertaal.

Er zijn evenwel twee raden van de Orde voor de provincie Brabant : de ene met het Nederlands, de andere met het Frans als voertaal.

De eerste heeft rechtsmacht over de leden die de hoofdzetel van hun activiteit gevestigd hebben in de gemeenten behorende tot het Nederlands taalgebied. De tweede heeft rechtsmacht over de leden die de hoofdzetel van hun activiteit gevestigd hebben in de gemeenten behorende tot het Frans taalgebied.

De leden die de hoofdzetel van hun activiteit gevestigd hebben in de gemeenten behorende tot de Brusselse agglomeratie, hangen, naar hun keuze, van een van deze twee raden af.

In afwijking van de regels inzake territoriale bevoegdheid van de raden van de Orde, zoals deze in dit artikel zijn bepaald, kan elk lid dat geen voldoende kennis heeft van de taal van de rechtspleging van de raad van de Orde waaronder het normaal ressorteert, bij de aanvang van het tegen hem ingesteld onderzoek vragen in de andere taal te worden berecht. Over deze aanvraag wordt beslist bij een met redenen omklede beslissing, vatbaar voor hoger beroep vanwege het betrokken lid.

De beslissing verzendt in voorkomend geval belanghebbende vóór de naastgelegen raad van de Orde met andere voertaal.

Art. 8.

Les ressortissants belges désireux d'exercer la profession d'architecte en Belgique ainsi que les ressortissants étrangers autorisés à exercer la profession d'architecte en Belgique et désireux d'y établir, soit d'une manière permanente, soit temporairement, un siège d'activité, sont tenus de demander préalablement leur inscription au tableau de l'Ordre ou sur la liste des stagiaires du conseil de l'Ordre compétent conformément aux règles établies à l'article 7.

Les ressortissants belges exerçant la profession d'architecte à l'étranger ont la faculté de demander leur inscription au tableau de l'Ordre du conseil de leur choix. Dans ce cas, ils font élection de domicile dans le ressort du conseil choisi.

Les ressortissants belges et étrangers exerçant la profession d'architecte à l'étranger et désireux d'exercer leur profession en Belgique, d'une manière occasionnelle, sont tenus de se faire préalablement autoriser par le conseil de l'Ordre dans le ressort duquel ils comptent exercer leurs activités, sauf le cas où il a été fait application du deuxième alinéa du présent article.

Les ressortissants belges visés aux alinéas 2 et 3 du présent article ainsi que les ressortissants étrangers ne sont pas éligibles aux conseils de l'Ordre.

Art. 9.

Chaque conseil est composé de membres effectifs et de membres suppléants, élus par les personnes inscrites au tableau.

Le Roi fixe leur nombre et détermine les modalités de leur élection.

Le Roi peut prescrire des mesures tendant à assurer dans la mesure du possible qu'un ou plusieurs membres des conseils de l'Ordre soient élus parmi les membres de l'Ordre porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil universitaire ou parmi ceux exerçant leur profession au service de l'Etat, d'une province, d'une commune ou d'un établissement public.

Les candidats répondant aux conditions fixées par l'article 11, sont classés dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus.

Lorsque plusieurs candidats obtiennent un nombre égal de suffrages, la préférence est donnée au plus ancien, d'après l'ordre d'inscription au tableau et, à ancienneté égale, au plus âgé.

A concurrence du nombre de mandats à conférer, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages sont élus membres effectifs.

Les suivants sont élus membres suppléants.

En cas de décès, de déchéance ou de démission d'un membre effectif, il est remplacé par le premier des membres suppléants.

Lorsqu'il n'y a plus de membres suppléants, il est pourvu au remplacement par une élection partielle.

Le membre suppléant ou le membre élu lors de l'élection partielle achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 10.

L'élection des membres du conseil de l'Ordre se fait au scrutin secret.

Le vote est obligatoire. L'abstention au scrutin, sans motif légitime, est punissable de l'avertissement, de la censure ou de la réprimande.

Art. 8.

De Belgische onderdanen die het beroep van architect in België wensen uit te oefenen, alsmede de buitenlandse onderdanen gemachtigd tot het uitoefenen van het beroep van architect in België en die wensen er, hetzij doorlopend, hetzij tijdelijk, een zetel van hun activiteit te vestigen, zijn verplicht vooraf een inschrijving op de tabel van de Orde of in de lijst van de stagiairs van de bevoegde raad van de Orde aan te vragen overeenkomstig de regels in artikel 7 bepaald.

De Belgische onderdanen die het beroep van architect uitoefenen in het buitenland, kunnen hun inschrijving op de tabel van de Orde van de raad van hun keuze aanvragen. In dit geval kiezen zij woonplaats in het gebied van de gekozen raad.

De Belgische en de buitenlandse onderdanen die het beroep van architect in het buitenland uitoefenen en wensen hun beroep occasioneel in België uit te oefenen, zijn verplicht zich vooraf daartoe te doen machtigen door de raad van de Orde van het gebied waarin zij voornemens zijn hun activiteit uit te oefenen, behoudens wanneer het tweede lid van dit artikel werd toegepast.

De in de 2^e en 3^e leden van dit artikel bedoelde Belgische onderdanen, en de buitenlandse onderdanen zijn niet verkiesbaar voor de raden van de Orde.

Art. 9.

Elke raad is samengesteld uit werkende en plaatsvervangende leden, verkozen door de op de tabel ingeschreven personen.

De Koning bepaalt hun aantal en stelt de wijze van verkiezing vast.

De Koning kan maatregelen voorschrijven om, in de mate van het mogelijke, te bereiken dat één of meer leden van de raden van de Orde gekozen worden onder de leden van de Orde die houder zijn van een diploma van universitair burgerlijk ingenieur of die hun beroep uitoefenen in dienst van de Staat, van een provincie, van een gemeente of van een openbare instelling.

De kandidaten die de bij artikel 11 gestelde voorwaarden vervullen, worden gerangschikt in dalende rangorde van de behaalde stemmen.

Wanneer verschillende kandidaten hetzelfde aantal stemmen hebben behaald, wordt de voorrang verleend aan het lid dat het langst op de tabel van de Orde ingeschreven is. Bij gelijke anciënniteit gaat de voorrang naar het oudste in leeftijd.

Naarmate er mandaten toe te wijzen zijn, worden de kandidaten die het hoogste aantal stemmen hebben behaald tot werkend lid verkozen.

De volgende worden tot plaatsvervangend lid verkozen.

Bij overlijden, vervallenverklaring of ontslag van een werkend lid, wordt dit laatste vervangen door de eerste plaatsvervanger.

Wanneer er geen plaatsvervangers meer zijn wordt in de vervanging voorzien door middel van een gedeeltelijke verkiezing.

Het plaatsvervangend lid of het bij de gedeeltelijke verkiezing verkozen lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 10.

De verkiezing van de leden van de raad van de Orde geschiedt bij geheime stemming.

Het stemmen is verplicht. Onthouding bij de stemmingen zonder wettige reden, is strafbaar met waarschuwing, afkeuring of berisping.

Art. 11.

Les membres du conseil de l'Ordre, effectifs et suppléants, sont élus pour un terme de quatre ans parmi les membres de l'Ordre, de nationalité belge, âgés de trente-cinq ans au moins, ayant le siège principal de leur activité dans le ressort du conseil et inscrits depuis cinq ans au moins à un tableau de l'Ordre.

Le conseil se renouvelle par moitié tous les deux ans.

Les membres ne peuvent exercer consécutivement plus de deux mandats.

Art. 12.

Chaque conseil de l'Ordre est assisté par un assesseur juridique et un assesseur juridique suppléant, désignés par le Roi.

Art. 13.

L'assesseur juridique a voix consultative. Il est choisi parmi les présidents, vice-présidents et juges, effectifs ou honoraires, des tribunaux de première instance, à l'exclusion des juges d'instruction, ainsi que parmi les magistrats honoraires du parquet de ces tribunaux ou les avocats inscrits depuis dix ans au moins à un tableau de l'Ordre des avocats.

Le Roi nomme dans les mêmes conditions un assesseur juridique suppléant.

Art. 14.

Le conseil de l'Ordre élit en son sein un président, un vice-président et un secrétaire qui, avec l'assesseur juridique constituent le bureau. Chaque membre du conseil national de l'Ordre a le droit d'assister, avec voix consultative, aux séances du bureau du conseil de l'Ordre qui l'a élu en application de l'article 34.

Art. 15.

Le conseil de l'Ordre se réunit sur convocation de son président, de l'assesseur juridique ou à la demande des deux tiers de ses membres. La convocation doit être adressée trois jours francs au moins avant la réunion sauf cas d'urgence et porte l'ordre du jour proposé.

Art. 16.

Le conseil de l'Ordre ne délibère valablement que si le président ou le vice-président et les deux tiers des membres sont présents et s'il est assisté de l'assesseur juridique ou de l'assesseur juridique suppléant, visés à l'article 12.

Afin d'atteindre le quorum requis pour ces délibérations, le conseil de l'Ordre peut appeler des suppléants à siéger temporairement en les convoquant dans l'ordre du nombre des suffrages qu'ils ont obtenus aux élections.

B. — Attributions.

Art. 17.

Chaque conseil de l'Ordre tient à jour un tableau et une liste des stagiaires où sont inscrits les membres de l'Ordre ayant le siège principal de leur activité dans son ressort.

Art. 11.

De werkende en de plaatsvervangende leden van de raad van de Orde worden voor een termijn van vier jaar gekozen onder de leden van de Orde, die van Belgische nationaliteit zijn, ten minste vijfendertig jaar oud zijn, in het gebied van de raad de hoofdzetel van hun activiteit bezitten en ten minste sedert vijf jaar ingeschreven zijn op een tabel van de Orde.

De raad wordt om de twee jaar voor de helft vernieuwd.

De leden mogen niet meer dan twee mandaten achtereenvolgens uitoefenen.

Art. 12.

Elke raad van de Orde wordt bijgestaan door een rechtskundig bijzitter en een plaatsvervangend rechtskundig bijzitter die door de Koning worden aangewezen.

Art. 13.

De rechtskundige bijzitter heeft raadgevende stem. Hij wordt gekozen uit de werkende of erevoorzitters, ondervoorzitters en rechters van de rechtbanken van eerste aanleg met uitsluiting van de onderzoeksrechters alsmede uit de eremagistraten van het parket bij deze rechtbanken of de advocaten die sinds ten minste tien jaar op een tabel van de Orde van de advocaten zijn ingeschreven.

Een plaatsvervangend rechtskundig bijzitter wordt onder dezelfde voorwaarden door de Koning benoemd.

Art. 14.

De raad van de Orde verkiest onder zijn leden een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris, die samen met de rechtskundige bijzitter het bureau vormen. Ieder lid van de nationale raad van de Orde heeft het recht om met raadgevende stem de vergaderingen bij te wonen van het bureau van de raad van de Orde, dat hem bij toepassing van artikel 34 heeft verkozen.

Art. 15.

De raad van de Orde vergadert op bijeenroeping door de voorzitter, of door de rechtskundige bijzitter, of op verzoek van twee derde van zijn leden. De bijeenroeping moet, behoudens in dringende gevallen, ten minste drie volle dagen voor de vergadering worden toegezonden, met vermelding van de voorgestelde agenda.

Art. 16.

De raad van de Orde kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien de voorzitter of de ondervoorzitter en de twee derde van de leden aanwezig zijn en indien hij bijgestaan wordt door de in artikel 12 bedoelde rechtskundige bijzitter of plaatsvervangende rechtskundige bijzitter.

Ten einde het voor deze beslissingen vereiste quorum te bereiken kan de raad van de Orde plaatsvervangers verzoeken tijdelijk zitting te nemen en hen oproepen in de volgorde van het aantal stemmen die zij bij de verkiezingen behaald hebben.

B. — Bevoegdheden.

Art. 17.

Elke raad van de Orde houdt een tabel en een lijst van stagiairs bij, waarop de leden van de Orde worden ingeschreven die de hoofdzetel van hun activiteit in zijn gebied hebben.

Les demandes d'inscription au tableau et sur la liste des stagiaires sont adressées au conseil compétent.

Le conseil statue sur les demandes d'inscription ou d'autorisation dans les trente jours.

L'inscription ne peut être accordée si l'intéressé a fait l'objet antérieurement d'une peine de radiation ou de suspension encore en vigueur.

Lorsque le conseil de l'Ordre estime devoir prendre une décision de refus, il en avise l'intéressé par lettre recommandée et une décision définitive ne peut intervenir qu'à la majorité des deux tiers et pour autant que l'intéressé ait bénéficié des garanties prévues à l'article 24.

Art. 18.

Le conseil de l'Ordre fixe le montant des honoraires à la demande conjointe des parties.

Il donne son avis sur le mode de fixation et le taux des honoraires :

- a) à la demande des cours et tribunaux;
- b) d'office, en cas de manquement grave à la probité professionnelle;
- c) en cas de contestation entre personnes soumises à la juridiction de l'Ordre.

Art. 19.

Le conseil de l'Ordre assure le respect des règles de la déontologie. Il veille à l'honneur, à la discrétion et à la dignité des membres de l'Ordre dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de la profession. Il dénonce à l'autorité judiciaire toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre et la profession d'architecte.

Art. 20.

Le conseil de l'Ordre statue en matière disciplinaire à l'égard de tous les membres inscrits au tableau de l'Ordre ou sur la liste des stagiaires, ainsi qu'à l'égard des ressortissants autorisés à exercer la profession d'architecte en application de l'article 8, troisième alinéa.

Art. 21.

§ 1. Les membres de l'Ordre qui auront été convaincus de manquement à leurs devoirs, seront passibles des peines disciplinaires suivantes :

- a) l'avertissement;
- b) la censure;
- c) la réprimande;
- d) la suspension;
- e) la radiation.

La suspension et la radiation ne peuvent être prononcées qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents du conseil de l'Ordre ou du conseil d'appel.

La suspension consiste dans l'interdiction d'exercer en Belgique la profession d'architecte pendant le terme fixé; celui-ci ne peut excéder deux années.

La suspension entraîne la privation définitive du droit d'éligibilité et, pendant la durée de la suspension, du droit de participation aux élections du conseil de l'Ordre.

De aanvragen tot inschrijving op de tabel en op de lijst van de stagiairs worden aan de bevoegde raad gericht.

De raad doet binnen dertig dagen uitspraak over de aanvragen tot inschrijving of tot machtiging.

De inschrijving kan niet worden verleend wanneer de belanghebbende te voren een nog van kracht zijnde schrapping of schorsing als straf heeft opgelopen.

Is de raad van de Orde van oordeel een weigeringsbeslissing te moeten nemen, dan brengt hij de belanghebbende hiervan op de hoogte bij aangetekende brief en een definitieve beslissing kan slechts genomen worden met een meerderheid van twee derde en voor zover de belanghebbende de in artikel 24 bepaalde waarborgen heeft genoten.

Art. 18.

De raad van de Orde stelt op gezamenlijk verzoek van partijen het bedrag van de erelonen vast.

Hij geeft advies over de wijze van vaststelling en het bedrag van de erelonen :

- a) op verzoek van de hoven en rechtbanken;
- b) ambtshalve, bij ernstige tekortkoming aan de beroeps-eerlijkheid;
- c) in geval van betwisting tussen personen die aan de rechtsmacht van de Orde zijn onderworpen.

Art. 19.

De raad van de Orde zorgt voor de naleving van de plichtenleer. Hij waakt over de eer, de kiesheid en de waardigheid van de leden van de Orde in de uitoefening en naar aanleiding van de uitoefening van het beroep. Hij geeft aan de rechterlijke macht elke inbreuk op de wetten en reglementen tot bescherming van de titel en het beroep van architect aan.

Art. 20.

De raad van de Orde doet uitspraak in tuchtzaken ten opzichte van alle leden die op de tabel of op de lijst van de stagiairs zijn ingeschreven en ten opzichte van de onderdanen die gemachtigd zijn om het beroep van architect uit te oefenen met toepassing van artikel 8, derde lid.

Art. 21.

§ 1. De leden van de Orde, van wie bewezen is dat zij in hun plichten zijn tekortgekomen, zijn strafbaar met de volgende tuchtstraffen :

- a) waarschuwing;
- b) afkeuring;
- c) berisping;
- d) schorsing;
- e) schrapping.

Schorsing en schrapping kunnen slechts worden uitgesproken bij meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige leden van de raad van de Orde of van de raad van beroep.

De schorsing bestaat in het verbod het beroep van architect gedurende een vastgestelde termijn in België uit te oefenen; deze termijn mag niet langer dan twee jaar duren.

Schorsing brengt het definitief verlies mede van het recht om verkozen te worden en voor de duur van de schorsing van het recht om aan verkiezingen voor de raad van de Orde deel te nemen.

La radiation emporte l'interdiction d'exercer en Belgique la profession d'architecte.

§ 2. Les ressortissants autorisés à exercer la profession d'architecte en application de l'article 8, troisième alinéa, qui auront été convaincus de manquement à leurs devoirs, seront passibles des peines disciplinaires suivantes :

- a) l'avertissement;
- b) la censure;
- c) la réprimande;
- d) le retrait de l'autorisation.

Cette dernière peine ne peut être appliquée qu'à la majorité des voix requise pour la peine de suspension ou de radiation prévues au § 1.

Art. 22.

Aucune peine disciplinaire ne pourra jamais être prononcée pour des motifs d'ordre racial, religieux, philosophique, politique, linguistique ou syndical : toute ingérence des conseils de l'Ordre dans ces domaines est interdite.

C. — Procédure et recours.

Art. 23.

Le bureau du conseil instruit les plaintes introduites à charge des personnes soumises à sa juridiction et défère, s'il y a lieu, le cas au conseil.

Art. 24.

§ 1. Le conseil de l'Ordre ne peut prononcer une peine disciplinaire que si l'inculpé a été invité par lettre recommandée, adressée au moins trente jours à l'avance, à se présenter à la séance du conseil au cours de laquelle son cas sera examiné.

L'inculpé peut faire valoir ses moyens de défense oralement ou par écrit.

§ 2. L'inculpé pourra exercer le droit de récusation dans les cas prévus par l'article 44 du Code de procédure civile. Le Roi arrête les formes dans lesquelles le droit de récusation devra être exercé.

§ 3. L'inculpé pourra se faire assister par un ou plusieurs conseils choisis parmi les avocats ou les membres de l'Ordre des architectes, éligibles aux conseils de l'Ordre.

Art. 25.

Les décisions sont notifiées immédiatement aux parties en cause et au conseil national par lettre recommandée.

Cette notification est accompagnée de tous les renseignements utiles au sujet des délais de recours et de la manière dont un recours peut être introduit contre la décision. Le défaut de ces indications entraîne la nullité de la notification.

Schrapping brengt het verbod mede het beroep van architect in België uit te oefenen.

§ 2. De onderdanen, die met toepassing van artikel 8, derde lid, gemachtigd zijn om het beroep van architect uit te oefenen en van wie bewezen is dat zij in hun plichten tekort zijn gekomen, zijn strafbaar met de volgende tuchtstraffen :

- a) waarschuwing;
- b) afkeuring;
- c) berisping;
- d) intrekking van de machtiging.

De laatstgenoemde straf kan slechts toegepast worden met de stemmenmeerderheid vereist voor de in § 1 bedoelde schorsing of schrapping.

Art. 22.

Geen tuchtstraf zal kunnen uitgesproken worden om redenen in verband met het ras, de godsdienst, een wijsgerig, politiek, taalkundig of syndicaal motief. Elke inmenging vanwege de raden van de Orde op één van deze gebieden is verboden.

C. — Procedure en beroep.

Art. 23.

Het bureau van de raad onderzocht de klachten ingediend tegen de personen die onder zijn rechtsbevoegdheid vallen en verwijst het geval eventueel naar de raad.

Art. 24.

§ 1. De raad van de Orde kan geen tuchtstraf uitspreken tenzij de beklaagde, bij aangetekende brief ten minste dertig dagen vooraf toegezonden, is uitgenodigd om te verschijnen op de zitting van de raad waarop zijn geval zal worden onderzocht.

De beklaagde kan zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voordragen.

§ 2. De beklaagde bezit het recht van wraking in de bij artikel 44 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtspleging bepaalde gevallen. De vormen waarin het recht van wraking dient te worden uitgeoefend, worden door de Koning vastgesteld.

§ 3. De beklaagde mag zich laten bijstaan door één of meer raadslieden, gekozen uit de advocaten of de leden van de Orde, die verkiesbaar zijn in de raden van de Orde.

Art. 25.

De beslissingen worden onmiddellijk aan de betrokken partijen en aan de nationale raad bij een aangetekend schrijven medegedeeld.

Samen met deze mededeling worden alle gepaste inlichtingen verstrekt betreffende de termijnen van beroep en de wijze waarop een verhaal tegen de beslissing kan worden genomen. Het ontbreken van deze melding brengt de nietigheid van de mededeling mede.

Art. 26.

Celui à charge duquel une décision par défaut a été rendue peut former opposition contre cette décision dans le délai de trente jours.

L'opposition doit être signifiée, sous peine de nullité, par lettre recommandée remise à la poste dans le susdit délai et adressée au conseil qui a rendu la décision.

L'opposant qui fait une seconde fois défaut, ne peut plus former une nouvelle opposition.

Le conseil national, l'assesseur juridique qui a assisté le conseil de l'Ordre, et l'intéressé, peuvent, dans le délai de trente jours, interjeter appel de toute décision du conseil rendue en vertu des articles 17 et 20 de la présente loi.

Au cas où la décision a été prise par défaut, le délai d'appel ne commence à courir qu'à l'expiration du délai d'opposition.

L'appel est formé par lettre recommandée remise à la poste dans le délai indiqué et adressée au conseil d'appel compétent en vertu de l'article 27 de la présente loi.

Les délais de recours courent à partir du lendemain du jour où la lettre recommandée contenant notification de la décision, objet du recours, a été déposée à la poste, à moins que l'intéressé ne justifie qu'il se soit trouvé dans l'impossibilité d'être atteint par la notification. En ce cas, les délais ne commencent à courir qu'à partir du lendemain du jour où l'intéressé a eu connaissance de la décision.

SECTION II. — Des conseils d'appel.

A. — Composition.

Art. 27.

Il est institué deux conseils d'appel.

Un conseil d'appel ayant le néerlandais comme langue véhiculaire a son siège à Gand : il connaît des décisions des conseils de l'Ordre d'Anvers, des deux Flandres, du Limbourg et du conseil de l'Ordre d'expression néerlandaise du Brabant.

Un conseil d'appel ayant le français comme langue véhiculaire a son siège à Liège : il connaît des décisions des conseils de l'Ordre du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et du conseil de l'Ordre d'expression française du Brabant.

Art. 28.

Le conseil d'appel d'expression française et le conseil d'appel d'expression néerlandaise sont composés chacun de trois conseillers à la Cour d'appel désignés par le Roi pour un terme de quatre ans et ayant voix délibérative, l'un d'eux faisant fonction de président, et de trois autres membres, désignés par le sort parmi les membres des conseils de l'Ordre utilisant la langue de la procédure.

La désignation des membres des conseils de l'Ordre vaudra pour toute la durée de leur mandat au sein des conseils de l'Ordre.

Aucun membre d'un conseil de l'Ordre ne peut connaître, en degré d'appel, d'une affaire sur laquelle il a été statué par le Conseil de l'Ordre dont il fait partie.

Chaque conseil d'appel est assisté d'un greffier et d'un greffier suppléant, nommés par le conseil.

Art. 26.

Degene tegen wie een beslissing bij verstek is gewezen, kan tegen deze beslissing verzet aantekenen binnen een termijn van dertig dagen.

Het verzet moet, op straffe van nietigheid, worden betekend bij aangetekende brief gepost binnen de voormelde termijn en gericht aan de raad, die de beslissing heeft genomen.

De opposant die een tweede maal verstek laat gaan, kan geen nieuw verzet meer aantekenen.

De nationale raad, de juridische bijzitter die de raad van de Orde heeft bijgestaan, en de betrokkene mogen binnen de termijn van dertig dagen beroep aantekenen tegen elke beslissing van de raad genomen krachtens de artikelen 17 en 20 van deze wet.

Ingeval de beslissing bij verstek is gewezen, gaat de termijn van beroep slechts in na het verstrijken van de termijn van verzet.

Beroep wordt ingesteld bij aangetekende brief, gepost binnen de vermelde termijn en gericht aan de raad van beroep die, krachtens artikel 27 van deze wet, bevoegd is.

De termijnen van beroep vangen aan de dag na de afgifte ter post van de aangetekende brief houdende kennisgeving van de beslissing waartegen beroep is ingesteld, tenzij het betrokken lid bewijst dat hij in de onmogelijkheid was de kennisgeving te ontvangen. In dat geval gaan de termijnen slechts in de dag volgende op die waarop het lid van de beslissing in kennis werd gesteld.

AFDELING II. — De raden van beroep.

A. — Samenstelling.

Art. 27.

Er worden twee raden van beroep opgericht.

Een raad van beroep met het Nederlands als voertaal heeft zijn zetel te Gent : hij neemt kennis van de beslissingen van de raden van de Orde van Antwerpen, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Limburg en van de Nederlandstalige raad van de Orde van Brabant.

Een raad van beroep met het Frans als voertaal heeft zijn zetel te Luik : hij neemt kennis van de beslissingen van de raden van de Orde van Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en van de Franstalige raad van de Orde van Brabant.

Art. 28.

De Nederlandstalige raad van beroep en de Franstalige raad van beroep bestaan ieder uit drie raadsheren bij het Hof van beroep, door de Koning aangewezen voor een termijn van vier jaren, die medebeslissende stem hebben en van wie een het ambt van voorzitter uitoefent, en drie andere leden, door het lot aangewezen uit de leden van de raden van de Orde die de proceduretaal gebruiken.

De aanwijzing van de leden van de raden van de Orde geldt voor de gehele duur van hun mandaat in de raden van de Orde.

Een lid van de raad van de Orde mag in hoger beroep geen kennis nemen van een zaak waarover uitspraak is gedaan door de raad van de Orde waarvan hij deel uitmaakt.

Iedere raad van beroep wordt bijgestaan door een griffier en een plaatsvervangend griffier, die door de raad benoemd worden.

Le Roi fixe les modalités de la désignation et du remplacement des membres des conseils de l'Ordre au sein des conseils d'appel. Il peut également prévoir la constitution de plusieurs chambres du conseil d'appel.

Art. 29.

Le conseil d'appel ne peut délibérer valablement que si les deux tiers de ses membres se trouvent réunis et si, parmi eux, se trouvent au moins deux magistrats et deux membres de l'Ordre, désignés conformément à l'article 28.

Art. 30.

Le conseil d'appel se réunit sur convocation de son président. La convocation doit être adressée trois jours francs au moins avant la réunion sauf cas d'urgence et porte l'ordre du jour proposé.

B. — Attributions.

Art. 31.

Les conseils d'appel statuent sur les recours introduits contre les décisions rendues par les conseils de l'Ordre en vertu des articles 17, 20 et 59.

Ils statuent en premier et dernier ressort, à l'égard des membres d'un conseil de l'Ordre dans les cas prévus aux articles 43 et 44.

C. — Procédure et recours.

Art. 32.

Il est fait application des articles 24, 25, 26, alinéas 1^{er}, 2 et 3, pour la procédure devant les conseils d'appel.

Art. 33.

Les décisions définitives prononcées par un conseil d'appel sont susceptibles d'être déférées à la Cour de cassation par l'intéressé et par le conseil national de l'Ordre pour contravention à la loi ou pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité. Il est loisible au procureur général à la Cour de cassation de se pourvoir devant la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi.

La procédure pour se pourvoir en cassation est, tant en ce qui concerne la forme qu'en ce qui concerne les délais, régie par les règles suivies en matière pénale.

SECTION III. — Du conseil national.

A. — Composition.

Art. 34.

Le conseil national de l'Ordre des architectes se compose :

a) de dix membres effectifs et de dix membres suppléants siégeant en cas d'empêchement des membres effectifs, choisis par les conseils de l'Ordre parmi leurs membres et élus pour quatre ans à raison d'un membre effectif et d'un membre suppléant par conseil;

De Koning bepaalt hoe de leden van de raden van de Orde in de raden van beroep worden aangewezen en vervangen. Hij kan ook verschillende kamers in de raad van beroep instellen.

Art. 29.

De raad van beroep kan niet geldig beraadslagen en beslissen tenzij twee derde van zijn leden aanwezig zijn en ten minste twee magistraten en twee leden van de Raad, aangewezen overeenkomstig artikel 28, zich onder hen bevinden.

Art. 30.

De raad van beroep vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De bijeenroeping moet, behoudens in dringende gevallen, ten minste drie volle dagen vóór de vergadering worden toegezonden, met vermelding van de voorgestelde agenda.

B. — Bevoegdheden.

Art. 31.

De raden van beroep doen uitspraak over de beroepen ingesteld tegen de beslissingen, die de raden van de Orde op grond van de artikelen 17, 20 en 59 hebben uitgesproken.

Zij doen in eerste en laatste aanleg uitspraak ten opzichte van de leden van een raad van de Orde, in de gevallen bedoeld in de artikelen 43 en 44.

C. — Procedure en beroep.

Art. 32.

Voor de rechtspleging voor de raden van beroep worden de artikelen 24, 25, 26, 1^{ste}, 2^o en 3^o lid, toegepast.

Art. 33.

De eindbeslissingen gewezen door een raad van beroep kunnen door de betrokkene en door de nationale raad van de Orde voor het Hof van Cassatie worden gebracht wegens overtreding van de wet of schending van de wezenlijke of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen. De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie kan zich voor het Hof van Cassatie voorzien in het belang van de wet.

De procedure van voorziening in cassatie wordt, inzake vorm zowel als inzake termijnen, beheerst door de regels die in strafzaken gelden.

AFDELING III. — De nationale raad.

A. — Samenstelling.

Art. 34.

De nationale raad van de Orde van de architecten bestaat uit :

a) tien werkende leden en tien plaatsvervangende leden, die zetelen bij verhindering van de werkende leden, door de raden van de Orde uit hun leden gekozen voor vier jaar, naar rato van een werkend en een plaatsvervangend lid per raad;

b) de deux membres nommés par le Roi pour un terme de quatre ans, et choisis parmi les inspecteurs de l'enseignement de l'architecture;

c) de quatre membres, architectes, nommés par le Roi pour un terme de quatre années et choisis de la manière suivante :

un choisi parmi les membres du personnel enseignant des écoles d'architecture de l'Etat;

un choisi parmi les membres du personnel enseignant des écoles d'architecture officielles subventionnées;

et deux parmi les membres du personnel enseignant des écoles d'architecture libres subventionnées.

d) de deux membres nommés par le Roi pour un terme de quatre ans parmi les ingénieurs-architectes et les ingénieurs civils des constructions, professeurs de l'enseignement universitaire, l'un pour l'enseignement officiel, l'autre pour l'enseignement libre;

e) de deux membres nommés par le Roi pour un terme de quatre ans parmi les architectes fonctionnaires ou agents de services publics.

Le conseil national de l'Ordre est assisté par un magistrat, désigné par le Roi pour un terme de quatre ans et choisi parmi les présidents et conseillers effectifs et honoraires de la Cour d'appel de Bruxelles, ayant une connaissance approfondie des deux langues nationales; ce magistrat a voix consultative.

Le Roi nomme, dans les mêmes conditions, un assesseur suppléant.

Art. 35.

Le conseil national de l'Ordre a son siège à Bruxelles. Il comporte deux sections, une d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise, qui peuvent délibérer séparément ou en commun.

L'une est composée des délégués des conseils de l'Ordre du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et du conseil de l'Ordre d'expression française du Brabant, d'un membre d'expression française nommé par le Roi, conformément aux alinéas b, d et e de l'article 34, et de deux membres d'expression française nommés par le Roi, conformément à l'alinéa c de l'article 34.

L'autre section est composée des délégués des conseils de l'Ordre d'Anvers, des deux Flandres, du Limbourg et du conseil de l'Ordre d'expression néerlandaise du Brabant, d'un membre d'expression néerlandaise nommé par le Roi, conformément aux alinéas b, d et e de l'article 34, et de deux membres d'expression néerlandaise nommés par le Roi, conformément à l'alinéa c de l'article 34.

Art. 36.

Le conseil national de l'Ordre élit en son sein un président et un président suppléant qui doivent être membres des conseils de l'Ordre de régimes linguistiques différents et qui doivent être choisis parmi les membres désignés par le suffrage pour faire partie du conseil national, ainsi qu'un secrétaire ayant une connaissance approfondie des deux langues nationales.

Le président et le président suppléant sont de droit présidents de la section dont relève le conseil de l'Ordre auquel ils appartiennent.

Chaque section élit en son sein un vice-président et un secrétaire.

b) twee leden, voor een termijn van vier jaar door de Koning benoemd en gekozen onder de inspecteurs voor het onderwijs in de bouwkunde;

c) vier leden, architecten, voor een termijn van vier jaar door de Koning benoemd en op de volgende wijze gekozen :

één gekozen onder de leden van het onderwijzend personeel van de Rijksscholen voor bouwkunde;

één gekozen onder de leden van het onderwijzend personeel van de gesubsidieerde officiële scholen voor bouwkunde;

en twee onder de leden van het onderwijzend personeel der gesubsidieerde vrije scholen voor bouwkunde.

d) twee leden door de Koning benoemd onder de ingenieurs-architecten en de burgerlijk bouwkundige ingenieurs, hoogleraren van het universitair onderwijs, de éne voor het officieel onderwijs, de andere voor het vrij onderwijs;

e) twee leden door de Koning voor een termijn van vier jaar benoemd uit de architecten die ambtenaar of beambte van openbare diensten zijn.

De nationale raad van de Orde wordt bijgestaan door een magistraat voor een termijn van vier jaar door de Koning aangewezen en gekozen uit de voorzitters, de werkende en de ere-raadsleden van het Hof van beroep te Brussel, die een grondige kennis hebben van de beide landstalen; deze magistraat heeft raadgevende stem.

De Koning benoemt onder dezelfde voorwaarden een plaatsvervangende bijzitter.

Art. 35.

De nationale raad van de Orde heeft zijn zetel te Brussel. Hij omvat twee afdelingen, een Franstalige en een Nederlandstalige, die afzonderlijk of gezamenlijk kunnen beraadslagen en beslissen.

De ene is samengesteld uit de afgevaardigden van de raden van de Orde van Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en van de Franstalige raad van de Orde van Brabant, uit een door de Koning op grond van de letters b, d en e van artikel 34 benoemd Franstalig lid, en uit twee door de Koning op grond van letter c van artikel 34 benoemde Franstalige leden.

De andere afdeling is samengesteld uit de afgevaardigden van de raden van de Orde van Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en van de Nederlandstalige raad van de Orde van Brabant, uit een door de Koning op grond van de letters b, d en e van artikel 34 benoemd Nederlandstalig lid, en uit twee door de Koning op grond van letter c van artikel 34 benoemde Nederlandstalige leden.

Art. 36.

De nationale raad van de Orde kiest uit zijn midden een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter, die leden moeten zijn van de raden van de Orde met verschillend taalstelsel en die moeten gekozen worden onder de leden bij stemming aangewezen, om deel uit te maken van de nationale raad, evenals een secretaris die grondig de twee landstalen kent.

De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter zijn van rechtswege voorzitter van de afdeling waarvan de raad van de Orde waartoe zij behoren, deel uitmaakt.

Iedere afdeling kiest uit haar midden een ondervoorzitter en een secretaris.

Le conseil national et ses sections ne délibèrent valablement que sous la présidence du président ou de son suppléant et en présence du magistrat, et pour autant que les deux tiers des membres soient présents.

B. — Attributions.

Art. 37.

Le conseil national représente l'Ordre.

Tant en justice que pour stipuler ou s'obliger, l'Ordre agit par le conseil national. Celui-ci est représenté par son président ou par son président suppléant.

Le conseil national peut se faire représenter dans les autres circonstances par un de ses membres.

Art. 38.

Le conseil national a pour mission :

1° d'établir les règles de la déontologie de la profession d'architecte;

2° d'établir un règlement du stage;

3° de veiller à l'application des règles de la déontologie et du règlement du stage, rendus obligatoires par arrêté royal.

4° de faire aux autorités publiques toutes suggestions au sujet de mesures législatives ou réglementaires relatives à la profession et de donner son avis sur toutes questions relatives à son exercice;

5° d'arrêter les règlements d'ordre intérieur des conseils de l'Ordre et de leurs bureaux;

6° de contrôler l'activité des conseils de l'Ordre et de colliger leurs sentences;

7° de prendre toute mesure nécessaire à la réalisation de l'objet de l'Ordre.

C. — Tutelle et recours.

Art. 39.

A la demande du conseil national, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, donner force obligatoire aux règles de déontologie et au règlement du stage.

Si ces règles ou ce règlement ne sont pas rendus obligatoires, le Ministre des Classes Moyennes en fait connaître les raisons au conseil national dans les trois mois de la demande.

Art. 40.

Un recours contre les décisions du conseil national est ouvert aux personnes prévues à l'article 11 de la loi du 23 décembre 1946, ainsi qu'au Ministre auquel l'Ordre ressortit, devant la section d'administration du Conseil d'Etat, conformément à l'article 9 de la même loi.

De nationale raad en zijn afdelingen kunnen slechts geldig beraadslagen en beslissen onder het voorzitterschap van de voorzitter of van zijn plaatsvervanger en in aanwezigheid van de magistraat, en voor zover twee derde van zijn leden aanwezig zijn.

B. — Bevoegdheden.

Art. 37.

De nationale raad vertegenwoordigt de Orde.

Zowel in rechte als om te bedingen of zich te verbinden, treedt de Orde op door de nationale raad. Deze wordt vertegenwoordigd door zijn voorzitter of zijn plaatsvervangende voorzitter.

De nationale raad mag zich in andere omstandigheden door een van zijn leden laten vertegenwoordigen.

Art. 38.

De nationale raad heeft tot opdracht :

1° de regels van de plichtenleer voor het beroep van architect vast te stellen;

2° een stagereglement op te maken;

3° te waken voor de toepassing van de regels van de plichtenleer en het stagereglement, die bij koninklijk besluit verplicht worden gesteld;

4° aan de openbare overheden alle voorstellen te doen aangaande wettelijke of bestuursrechtelijke maatregelen in verband met het beroep en advies uit te brengen over alle kwesties inzake uitoefening van het beroep;

5° de reglementen van orde van de raden van de Orde en van hun bureaus vast te stellen;

6° de werkzaamheid van de raden van de Orde te controleren en hun uitspraken te coördineren;

7° alle maatregelen te treffen die nodig zijn voor de verwezenlijking van het doel van de Orde.

C. — Voogdij en beroepen.

Art. 39.

De Koning kan, op verzoek van de nationale raad, aan de regels van de plichtenleer en van het stagereglement bij een in Ministerraad overlegd besluit verbindende kracht verlenen.

Ingeval geen verbindende kracht verleend wordt aan die regels of aan dat reglement, laat de Minister van Middenstand binnen drie maanden na dit verzoek, de redenen daarvan kennen aan de nationale raad.

Art. 40.

Tegen beslissingen van de nationale raad kunnen de in artikel 11 van de wet van 23 december 1946 bedoelde personen alsook de Minister onder wie de Orde ressorteert, beroep instellen bij de afdeling administratie van de Raad van State, overeenkomstig artikel 9 van dezelfde wet.

CHAPITRE III.

Dispositions générales.

Art. 41.

Toute décision prise en vertu de l'article 17 devient immédiatement exécutoire.

Toute décision prise en vertu de l'article 20 ne devient exécutoire qu'à l'expiration des délais prévus pour les recours et sauf introduction d'un recours endéans ces délais. Le pourvoi en cassation est suspensif.

Art. 42.

La démission des membres des conseils dont la nomination n'a pas été faite par le Roi, est adressée au conseil national.

Les membres démissionnaires continuent à remplir leurs fonctions jusqu'à ce que leur démission ait été acceptée; en cas d'acceptation, le président du conseil national prend les mesures nécessaires pour qu'il soit pourvu à la vacance.

Art. 43.

Les membres élus, effectifs ou suppléants, d'un conseil de l'Ordre sont déchus de plein droit de leur mandat :

1° lorsqu'ils sont frappés en dernier ressort, d'une peine disciplinaire;

2° lorsqu'ils ont été condamnés à une peine criminelle par un arrêt coulé en force de chose jugée.

Ils peuvent également être déchus de leur mandat par décision du conseil d'appel lorsqu'ils ont été condamnés à une peine correctionnelle par un jugement coulé en force de chose jugée.

Art. 44.

Tout membre élu d'un conseil de l'Ordre ou tout membre désigné pour faire partie d'un conseil d'appel qui, dûment convoqué, s'est abstenu sans motif légitime d'assister à deux séances consécutives du conseil dont il fait partie, est punissable de l'avertissement ou de la censure. Ces sanctions sont appliquées par le conseil d'appel qui statue en premier et dernier ressort.

Le conseil d'appel est saisi, pour ce qui concerne les membres élus d'un conseil de l'Ordre par le président du conseil de l'Ordre ou, à son défaut, par l'assesseur juridique ou l'assesseur juridique suppléant.

Art. 45.

Sauf lorsque la présente loi en dispose autrement, les décisions des organes de l'Ordre sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Les procès-verbaux des délibérations des conseils de l'Ordre, des conseils d'appel et du conseil national de l'Ordre sont consignés dans un registre.

HOOFDSTUK III.

Algemene bepalingen.

Art. 41.

Elke beslissing genomen op grond van artikel 17 is onmiddellijk uitvoerbaar.

Elke beslissing genomen op grond van artikel 20 is slechts uitvoerbaar bij het verstrijken van de termijnen die inzake beroep zijn gesteld, en behoudens wanneer binnen die termijnen beroep is ingesteld. De voorziening in cassatie is opschortend.

Art. 42.

Het ontslag van de leden van de raden, die niet door de Koning benoemd werden wordt aan de nationale raad gericht.

De ontslagnemende leden oefenen verder hun functies uit tot hun ontslag aanvaard wordt; in geval van aanvaarding treft de voorzitter van de nationale raad de nodige maatregelen om in de vacature te voorzien.

Art. 43.

De gekozen werkende of plaatsvervangende leden van een raad van de Orde zijn van rechtswege van hun mandaat vervallen :

1° wanneer zij, in laatste aanleg, een tuchtstraf hebben opgelopen;

2° wanneer zij veroordeeld zijn tot een criminele straf, door een arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

Zij kunnen eveneens, bij beslissing van de raad van beroep, van hun mandaat vervallen verklaard worden wanneer zij tot een correctionele straf zijn veroordeeld door een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan.

Art. 44.

Elk gekozen lid van een raad van de Orde of elk lid aangewezen om deel uit te maken van een Raad van beroep, dat, na behoorlijk te zijn opgeroepen, zonder wettige reden afwezig blijft op twee achtereenvolgende vergaderingen van de raad waarvan hij deel uitmaakt, kan gestraft worden met waarschuwing of afkeuring. Deze straffen worden opgelegd door de raad van beroep, die in eerste en laatste aanleg beslist.

De zaken worden, wat de gekozen leden van een raad van de Orde betreft, bij de raad van beroep aanhangig gemaakt door de voorzitter van de raad van de Orde, of, bij ontstentenis van deze, door de rechtskundige bijzitter of de plaatsvervangende rechtskundige bijzitter.

Art. 45.

Behoudens andersluidende bepaling van de huidige wet, worden de beslissingen van de organen van de Orde bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen.

De notulen van de beraadslagingen van de raden van de Orde, van de raden van beroep en van de nationale raad van de Orde worden in een register ingeschreven.

Les procès-verbaux des conseils de l'Ordre et du conseil national de l'Ordre sont signés par le président et, suivant le cas, par le secrétaire ou par les deux secrétaires.

Les procès-verbaux des conseils d'appel sont signés par tous les membres qui ont pris part à la décision et par le greffier.

Les décisions des conseils de l'Ordre prises en application des articles 17, 18, 20 et 50 de la présente loi ainsi que les décisions des conseils d'appel sont motivées.

Les décisions définitives des conseils d'appel et du conseil national sont notifiées par lettre recommandée adressée au Ministre des Classes Moyennes.

Art. 46.

Les membres des divers organes de l'Ordre sont tenus au secret professionnel pour toutes les affaires dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 47.

L'Ordre ne peut posséder en propriété ou autrement d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les libéralités entre vifs ou testamentaires au profit de l'Ordre doivent être autorisées par le Roi.

Art. 48.

L'Ordre perçoit à charge de ses membres les cotisations nécessaires à l'accomplissement de sa mission, telles qu'elles sont fixées par le conseil national.

Le défaut d'acquitter la cotisation peut, le cas échéant, donner lieu à l'application d'une peine disciplinaire.

CHAPITRE IV.

Du stage.

Art. 49.

Nul ne peut demander son inscription à un tableau de l'Ordre, s'il n'a effectué un stage de deux ans auprès d'une personne inscrite au tableau depuis dix ans au moins.

Les stagiaires sont inscrits sur une liste annexée au tableau.

Le conseil de l'Ordre peut autoriser le stage à l'étranger chez une personne exerçant la profession d'architecte et offrant les mêmes garanties que celles requises en Belgique, d'un membre de l'Ordre.

Art. 50.

Les conseils de l'Ordre peuvent imposer la prolongation du stage pendant une durée d'un an. Ils peuvent prononcer la radiation de la liste des stagiaires si le stagiaire ne remplit pas ses obligations.

En pareil cas, il y a lieu à application des règles de procédure et de recours prévues en matière disciplinaire.

De notulen van de raden van de Orde en van de nationale raad van de Orde worden ondertekend door de voorzitter en, volgens het geval, door de secretaris of de twee secretarissen.

De notulen van de raden van beroep worden ondertekend door alle leden die aan de beslissingen hebben deelgenomen en door de griffier.

De beslissingen van de raden van de Orde genomen bij toepassing van de artikelen 17, 18, 20 en 50 van deze wet en de beslissingen van de raden van beroep worden met redenen omkleed.

De eindbeslissingen van de raden van beroep en van de nationale raad worden bij aangetekend schrijven aan de Minister van Middenstand medegedeeld.

Art. 46.

De leden van de verschillende organen van de Orde zijn tot het beroepsgeheim gehouden voor alle zaken, waarvan zij bij de uitoefening van hun ambt kennis gekregen hebben.

Art. 47.

De Orde mag noch in eigendom noch anderszins andere onroerende goederen bezitten dan die nodig zijn voor het vervullen van haar taak.

Voor giften onder levenden of bij testament, ten bate van de Orde, moet door de Koning machtiging verleend worden.

Art. 48.

De Orde int ten laste van haar leden de door de nationale raad vastgestelde bijdragen die nodig zijn voor het vervullen van haar opdracht.

Het niet betalen van de bijdrage kan, in voorkomend geval, aanleiding geven tot de toepassing van een tuchtstraf.

HOOFDSTUK IV.

Stage.

Art. 49.

Niemand kan zijn inschrijving op een tabel van de Orde aanvragen tenzij hij bij een sedert ten minste tien jaar op de tabel ingeschreven persoon een stage van twee jaar heeft gedaan.

De stagiairs worden ingeschreven op een bij de tabel gevoegde lijst.

De raad van de Orde kan toestaan dat de stage in het buitenland wordt doorgemaakt bij iemand die het beroep van architect uitoefent en dezelfde waarborgen biedt als van een lid van de Orde in België worden geëist.

Art. 50.

De raden van de Orde kunnen eisen dat de stage met één jaar wordt verlengd. Zij kunnen de schrapping van de lijst van de stagiairs uitspreken indien de stagiair zijn verplichtingen niet nakomt.

In dat geval dienen de regels inzake procedure en beroep, zoals bepaald inzake tuchtstraffen, toegepast te worden.

Art. 51.

Les conseils de l'Ordre peuvent dispenser de tout ou partie du stage :

- a) les Belges ayant effectué à l'étranger des prestations jugées équivalentes en stage;
- b) les étrangers qui auront exercé la profession de façon notoire pendant plus de deux ans à l'étranger.

En pareil cas, il y a lieu à application des règles de procédure et de recours prévues en matière disciplinaire.

CHAPITRE V.

Disposition pénale.

Art. 52.

Sont punis d'une amende de 200 francs à 1 000 francs ceux qui, sans être inscrits à un tableau de l'Ordre ou sur une liste des stagiaires ou sans y être autorisés ou pendant la période de suspension, établissent des plans pour lesquels l'intervention d'un architecte est légalement requise.

CHAPITRE VI.

Disposition abrogatoire.

Art. 53.

L'article 9 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte est abrogé, sous réserve des dispositions du chapitre VII de la présente loi.

CHAPITRE VII.

Dispositions transitoires.

Art. 54.

Les greffiers provinciaux transféreront les répertoires d'immatriculation des architectes aux conseils de l'Ordre dans les trente jours de la constitution de ceux-ci.

Le greffier provincial du Brabant transférera le répertoire à celui des deux conseils de l'Ordre du Brabant qui sera désigné par le sort. Un double de ce répertoire sera adressé à l'autre conseil à l'intervention du Ministre des Classes Moyennes.

Art. 55.

Les premiers conseils de l'Ordre seront formés à la diligence du Ministre des Classes Moyennes dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi.

Un arrêté royal fixera les modalités de ces premières élections.

Lors de la première réunion, le conseil désigne par voie du sort les membres dont le mandat prendra fin à l'expiration des deux premières années.

Art. 51.

De raden van de Orde kunnen gehele of gedeeltelijke vrijstelling van stage verlenen :

- a) aan de Belgen die in het buitenland prestaties hebben geleverd, die gelijkwaardig met de stage worden geacht;
- b) aan buitenlandse architecten, die in het buitenland gedurende meer dan twee jaar het beroep kennelijk hebben uitgeoefend.

In zulke gevallen dienen de regels inzake procedure en beroep te worden toegepast, die inzake tuchtstraffen zijn bepaald.

HOOFDSTUK V.

Strafbepaling.

Art. 52.

Worden gestraft met geldboete van 200 frank tot 1 000 frank, degenen die, zonder ingeschreven te zijn op een tabel van de Orde of op een lijst van stagiairs, zonder daartoe gemachtigd te zijn of tijdens de duur van de schorsing, plans opmaken waarvoor wettelijk de medewerking van een architect is vereist.

HOOFDSTUK VI.

Opheffingsbepaling.

Art. 53.

Artikel 9 van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en het beroep van architect, wordt opgeheven onder voorbehoud van de bepalingen van hoofdstuk VII van deze wet.

HOOFDSTUK VII.

Overgangsbepalingen.

Art. 54.

De provinciale griffiers bezorgen de inschrijvingsregisters van de architecten aan de raden van de Orde binnen dertig dagen na samenstelling van die raden.

De provinciale griffier van Brabant bezorgt het register aan die van beide raden van de Orde voor Brabant, die door het lot wordt aangewezen. Een tweede exemplaar van dat register wordt door toedoen van de Minister van Middenstand aan de andere raad bezorgd.

Art. 55.

De eerste raden van de Orde zullen ten verzoeken van de Minister van Middenstand gevormd worden binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

De wijze waarop deze eerste verkiezingen plaats hebben, wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

Op de eerste vergadering wijst de raad door loting de leden aan van wie het mandaat na verloop van de eerste twee jaar verstrijkt.

Art. 56.

Les premiers conseils d'appel et le conseil national seront constitués dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 57.

§ 1. Jusqu'à la constitution du conseil de l'Ordre auquel ils ressortissent, les architectes et les personnes autorisées à agir en qualité d'architectes, demeurent tenus de se faire inscrire au répertoire prévu par l'article 9 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, conformément à cette loi et aux règlements pris en exécution de celle-ci.

Les gouverneurs de province et le Ministre des Classes Moyennes sont compétents, chacun en ce qui le concerne, pour statuer sur les demandes d'inscription antérieures à la constitution des conseils de l'Ordre, ainsi que sur les recours afférents à ces demandes, même si la décision doit intervenir postérieurement à la constitution de ces organes. Dans ce dernier cas, ils notifient leur décision au conseil de l'Ordre dont relève l'intéressé, en même temps qu'à ce dernier. Le conseil de l'Ordre s'y conforme pour la tenue du tableau de l'Ordre.

§ 2. Les gouverneurs de province restent compétents jusqu'à la constitution des conseils de l'Ordre pour procéder, d'office ou à leur demande, à la radiation des architectes et des personnes autorisées à agir en qualité d'architectes qui ne réunissent plus les conditions requises pour être maintenus au répertoire. Le Ministre des Classes Moyennes est compétent pour statuer sur les recours dirigés contre les décisions des gouverneurs comportant radiation, même si sa décision doit intervenir postérieurement à la constitution des conseils de l'Ordre. Dans ce dernier cas, le Ministre notifie sa décision au conseil de l'Ordre auquel l'intéressé ressortit, en même temps qu'à ce dernier; le conseil de l'Ordre est tenu de s'y conformer.

Art. 58.

Seront inscrites d'office aux tableaux de l'Ordre les personnes immatriculées aux répertoires provinciaux au moment du transfert de ces répertoires aux conseils de l'Ordre ainsi que les architectes fonctionnaires ou agents de services publics établissant qu'ils exercent la profession d'architecte au moment de la mise en application de la présente loi.

Art. 59.

L'ancienneté des personnes qui exerçaient notoirement la profession d'architecte au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, se détermine en cumulant :

- 1° le temps de leur inscription au tableau de l'Ordre;
- 2° pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte et celle de l'entrée en vigueur de la présente loi, le temps pendant lequel ils ont été inscrits aux répertoires provinciaux prévus à l'article 9 de la loi du 20 février 1939 ou le temps pendant lequel ils ont exercé notoirement la profession au cas où ils n'étaient pas tenus de se faire inscrire auxdits répertoires;

Art. 56.

De eerste raden van beroep en de nationale raad worden binnen zes maanden na het in werking treden van de wet samengesteld.

Art. 57.

§ 1. Totdat de raad van de Orde, waartoe zij behoren, samengesteld is, blijven de architecten en degenen die gemachtigd zijn als architect op te treden, gehouden zich op het register, voorgeschreven bij artikel 9 van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, te laten inschrijven, overeenkomstig die wet en de reglementen ter uitvoering ervan.

De provinciegouverneurs en de Minister van Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, bevoegd om uitspraak te doen over de aanvragen tot inschrijving welke dagtekenen van vóór de samenstelling van de raden van de Orde, en over beroepen in verband met die aanvragen, ook wanneer de beslissing eerst na de samenstelling van deze organen kan worden genomen. In dit laatste geval geven zij kennis van hun beslissing aan de raad van de Orde waarvan de betrokkene afhangt, terzelfder tijd als aan de architect zelf. De raad van de Orde gedraagt zich naar die beslissing voor het houden van de tabel van de Orde.

§ 2. De provinciegouverneurs blijven, tot de raden van de Orde samengesteld zijn, bevoegd om van ambtswege of op hun verzoek te schrappen de architecten en degenen die bevoegd zijn om als architect op te treden en die niet langer voldoen aan de vereisten om in het register te worden behouden. De Minister van Middenstand is bevoegd om uitspraak te doen over de beroepen tegen de beslissingen van de gouverneurs waarbij schrapping wordt bevolen, ook wanneer zijn beslissing eerst na de samenstelling van de raden van de Orde kan worden genomen. In dit geval geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de raad van de Orde waarvan de betrokkene afhangt, terzelfder tijd als aan de betrokkene zelf. De raad van de Orde is verplicht zich ernaar te gedragen.

Art. 58.

Worden van ambtswege op de tabellen van de Orde ingeschreven, degenen die in de provinciale registers zijn ingeschreven op het ogenblik waarop die registers aan de raden van de Orde worden bezorgd, alsmede de architecten die ambtenaar of beampte van openbare diensten zijn en bewijzen dat zij het beroep van architect uitoefenen op het ogenblik dat deze wet van toepassing wordt.

Art. 59.

De anciënniteit van de personen die op de dag van de inwerkingtreding van deze wet het beroep van architect kennelijk uitoefenen, wordt bepaald door samenvoeging van :

- 1° de tijd van hun inschrijving op de tabel van de Orde;
- 2° voor de periode tussen de datum van inwerkingtreding van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect en de datum van inwerkingtreding van deze wet, de tijd gedurende welke zij ingeschreven waren in de in artikel 9 van de wet van 20 februari 1939 bedoelde provinciale registers of de tijd dat zij het beroep kennelijk hebben uitgeoefend, zonder dat zij tot inschrijving in de provinciale registers verplicht waren;

3° pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la loi du 20 février 1939, le temps pendant lequel ils ont exercé notoirement la profession.

Les conseils de l'Ordre statuent sur les contestations relatives à la détermination du temps prévu au 2° et au 3°.

Art. 60.

Pendant les dix premières années qui suivent l'établissement du premier tableau de l'Ordre, l'ancienneté requise par les articles 11 et 49 est déterminée en suivant les règles établies par l'article 59.

Bruxelles, le 24 janvier 1963.

Le Président du Sénat,

3° voor de periode vóór de datum van inwerkingtreding van de wet van 20 februari 1939, de tijd gedurende welke zij het beroep kennelijk hebben uitgeoefend.

De raden van de Orde doen uitspraak in betwistingen betreffende de vaststelling van de onder 2° en 3° bedoelde tijd.

Art. 60.

De bij de artikelen 11 en 49 vereiste anciënniteit wordt, gedurende de eerste tien jaar na de samenstelling van de eerste tabel van de Orde, bepaald overeenkomstig de in artikel 59 gestelde regels.

Brussel, 24 januari 1963.

De Voorzitter van de Senaat,

P. STRUYE.

Les Secrétaires.

De Secretarissen,

A. DEMARNEFFE.
G. GOOSSENS.